

LA POLITIQUE DE L'AUTRUCHE - MAINTENIR LA CGT-FO...

André Bergeron pratique volontiers la politique de l'autruche. Il est vrai que pendant des années il a réussi à naviguer entre les écueils et maintenir, tant bien que mal, le cap pour la centrale de l'avenue du Maine, dont les militants ont su préserver l'indépendance.

Mais les temps sont durs et aujourd'hui Bergeron se trouve confronté à des échéances qui, de toute évidence, excluent les solutions de facilité.

Ainsi, ce n'est pas en niant les tentatives de recomposition syndicale qu'on exorcisera le danger! A moins que Bergeron lui-même, sans le dire, ne soit désormais acquis à cette idée, ce qui expliquerait l'hostilité quasi viscérale dont il fait preuve à l'égard de Marc Blondel et la singulière bienveillance qu'il accorde à Claude Pitous et à ses soutiens au premier rang desquels figure Michel Huc qui ne cache pas qu'il roule au compte de la hiérarchie catholique dont l'expression syndicale demeure la CFDT.

A ce propos et contrairement, semble-t-il, à André Bergeron (à moins qu'il s'agisse de plus de franchise), la presse bourgeoise fait preuve de beaucoup plus de clairvoyance.

C'est ainsi que dans *La Tribune de L'Expansion* du 21 novembre 1988, on a pu lire:

«Aujourd'hui l'heure de la relève a sonné. Le renouvellement des instances dirigeantes conduira-t-il à une modification radicale du paysage syndical? A bref délai, certainement pas. Les nouveaux élus seront pour plusieurs mois encore trop frais émoulus pour qu'on attende d'eux autre chose qu'un profil bas leur permettant d'opérer des prises de fonctions délicates en raison des oppositions internes qui se sont exacerbées au cours de dernières semaines.

A terme, toutefois, Jean Kaspar à la CFDT et Claude Pitous à FO n'échapperont pas à une réflexion sur cette «recomposition» qui a longtemps fait figure de serpent de mer du syndicalisme français. La chute des effectifs et la perte d'audience de leurs organisations qui obèrent leur représentativité ne leur permettent plus de différer la recherche de solutions. La multiplication de coordinations répondant aux appels unitaires de la base les oblige à repenser leur action en terme de rapports de forces d'une autre nature. La nécessité de faire venir au syndicalisme de nouvelles couches de jeunes qui, selon une toute récente étude, veulent «de la transparence, de l'honnêteté, de l'union et de l'efficacité», impose une nouvelle démarche. Enfin, l'exemple de la FEN, où la transition opérée en douceur entre Jacques Pommatau et Yannick Simbron permet aujourd'hui de travailler en toute sérénité à un rapprochement entre les composantes syndicales et politiques de la gauche non communiste, constitue un puissant encouragement.

Plusieurs éléments donnent d'ailleurs à penser que, au niveau des dirigeants, le mouvement est lancé. Ainsi, à Force Ouvrière où Marc Blondel vient d'indiquer qu'une des lignes de partage dans l'organisation passait bien par la manière d'envisager l'avenir. Dans une lettre du 6 novembre, adressée à toutes les unions et fédérations, il écrit:

«On peut craindre, en effet, que profitant de la succession et des difficultés qu'elle occasionne, des opérations soient tentées, sous prétexte de modernisation ou d'adaptation, pour pousser vers des dérives telles que la recomposition syndicale».

En d'autres termes, son adversaire, Claude Pitous, soutenu par André Bergeron, serait convaincu qu'il est devenu urgent de positionner autrement la confédération dès lors que les «repoussoirs» historiques de FO, le Parti communiste et la CGT, n'occupent plus sur l'échiquier politique et syndical la place qu'ils occupaient il y a quarante ans».

Et La Tribune de L'Expansion de préciser:

«Faut-il aller plus loin? (...), déclarait récemment Edmond Maire, c'est que leur effet, j'en suis sûr, serait un raidissement de nos partenaires. Sur le terrain en revanche il y a - par exemple entre bien des organisations FO et les nôtres - des rapports prometteurs. En disant cela, je suis à l'extrême limite de ce qui peut être dit sans froisser les susceptibilités!

Le Congrès de Strasbourg, qui réduira l'influence de l'aile gauche de la CFDT et notamment des éléments venus de la Ligue communiste révolutionnaire et celui de FO à Vincennes en février prochain, qui pourrait aussi porter un coup aux composantes trotskistes de l'organisation (Lutte ouvrière et Parti communiste internationaliste), seront-ils de nature à précipiter de nouvelles évolutions? C'est l'enjeu des mois à venir».

Il est probable que Bergeron a, lui aussi, eu connaissance de cette analyse de *La Tribune de L'Expansion*. Par ailleurs il n'est pas prouvé que les récents propos déplacés et scandaleux de Gattaz sur Bergeron ne soient pas destinés à exercer sur lui une sorte de chantage pour l'obliger à se renier tous les jours un peu plus en soutenant dans la CGT-FO les tenants de l'unicité syndicale, c'est-à-dire d'une sorte de syndicalisme vertical, directement intégré à l'appareil d'Etat.

Mais les jeux ne sont pas faits et on peut considérer d'ores et déjà que les trois quarts des fédérations et un grand nombre d'unions départementales sont hostiles à une telle trahison que, par ailleurs, la quasi-totalité des militants et adhérents FO repoussent.

Mais il ne faut pas se dissimuler que, si grâce à des manœuvres bureaucratiques - type appel de la bande des six (1) - ou grâce aux pressions scandaleuses (avec extorsion de signatures) exercées sur les secrétaires d'UD, une courte majorité numérique était obtenue en faveur de Claude Pitous et de ses amis, les militants FO se trouveraient confrontés à de redoutables problèmes.

Très concrètement, il faudrait se poser la question des mesures à prendre pour assurer la pérennité de la CGT que la CGT-FO continue et, dans le pire des cas, assurer l'existence d'une CGT-FO maintenue qui, soyons-en persuadés, n'aurait rien de comparable à la CFTC maintenue.

Alexandre HÉBERT.

(1) Appel de six secrétaires confédéraux constitués en fraction pour inviter les militants à «se rassembler autour de Claude Pitous».